

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Entreprises d'Etat/sécurité sociale : le ministère des Finances transférera 10% de sa participation dans Bank of Communications au Fonds de la sécurité sociale

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Ouverture financière : des précisions ont été apportées par la CSRC au calendrier de mise en œuvre

Marché boursier : l'ancien Président de la CSRC, LIU Shiyu a été démis de ses fonctions actuelles mais restera membre du Parti communiste de manière probatoire pendant deux ans, à l'issue d'une enquête de cinq mois pour corruption

SSE STAR Market: la Bourse de Shanghai a autorisé la première cotation en bourse d'une société en structure à deux classes d'actions - UCloud Technology sur le SSE STAR Market ; MSCI intégrera les actions de SSE STAR Market à partir de novembre

Fintech : PayPal est devenu la première société étrangère à obtenir une licence de paiement numérique en Chine

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Guerre commerciale : avancées dans les négociations - report par l'administration américaine de l'escalade tarifaire prévue le 15 octobre en échange d'importants achats agricoles chinois

Guerre commerciale : inscription de 28 entreprises et organisations gouvernementales chinoises sur la « liste des entités » américaine

Guerre commerciale : nouvelle étude de la Chambre de commerce de l'UE en Chine sur l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises européennes

Défense commerciale : l'UE impose des droits anti-dumping provisoires sur les importations de roues en acier originaires de Chine

Défense commerciale : l'UE lance une enquête antisubventions visant les importations de certains produits en aciers inoxydables originaires de Chine et d'Indonésie

Commerce bilatéral : dynamisme des exportations françaises de biens vers la Chine sur les huit premiers mois de l'année

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Environnement des affaires : le Conseil des Affaires d'Etat approuve les mesures destinées à améliorer le climat des affaires

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Sport et économie numérique : le gouvernement chinois cherche à imposer sa lecture de l'actualité politique aux entreprises privées américaines

Télécommunications : l'Europe au centre des réflexions stratégiques en cours quant au rôle à accorder à Huawei dans le déploiement de la 5G

Politiques publiques : le ministre du MIIT, Miao Wei, définit les contours d'un « modèle chinois » pour le monde en termes d'« industrialisation accélérée »

Economie numérique : le sénateur américain, Marco Rubio, demande une enquête fédérale contre les pratiques de TikTok, filiale du groupe ByteDance



DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : participation de la Chine à la 20^{ème} Conférence mondiale sur la taxation environnementale

Energie : création de deux nouvelles structures de coopération dans le cadre du GEIDCO

Energie : baisse des investissements dans les infrastructures de réseaux d'électricité en Chine en 2019

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Rating : S&P maintient la notation souveraine de Hong Kong à AA+ avec perspective stable.

HKEX /LSE : l'opérateur de la bourse de Hong Kong, HKEX, renonce à faire une offre formelle pour racheter l'opérateur de la bourse de Londres, LSE.

Commerce extérieur : les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 12,7% au cours des huit premiers mois 2019

Insurtech : la Hong Kong Insurance Authority accorde la première licence générale virtuelle à un assureur non-vie

ECONOMIE GENERALE

Entreprises d'Etat/sécurité sociale : le ministère des Finances transférera 10% de sa participation dans *Bank of Communications* au Fonds de la sécurité sociale

Le ministère des Finances transférera 10% de sa participation dans *Bank of Communications* pour un montant de 10,7Mds RMB au Fonds de la sécurité sociale selon l'annonce publiée le 7 octobre, suite au transfert de 10% de sa participation dans deux autres grandes banques - *Industrial and Commercial Bank of China* et *Agricultural Bank of China* pour un montant total de 115,2Mds RMB le 26 septembre (cf. Brève du /09/2019). Après ce transfert, le ministère des Finances détiendra 16,5% de *Bank of Communications*, se classant alors au troisième rang derrière *Hong Kong Securities Clearing Company* (20,2%) et HSBC (18,7%). Le Fonds de la sécurité sociale détiendra 13,4%.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 18 novembre 2017 le « Plan de transfert de capitaux de l'Etat vers le Fonds de sécurité sociale » afin de « répondre à la pression croissante qui pèse sur les caisses de retraite », en raison notamment du vieillissement de la population. Le Plan prévoit à terme le transfert de 10% des participations majoritaires des autorités publiques dans des « moyennes et grandes entreprises » (sauf « les entreprises à but non-lucratif ou culturelles »), aussi bien au niveau central que local, vers le Fonds de sécurité sociale de l'échelon administratif correspondant (cf. Brève du 24/11/2017). En juillet 2019, le Conseil des affaires d'Etat a recommandé d'accélérer le transfert des capitaux de l'Etat à la sécurité sociale en demandant aux SOEs centrales d'accomplir le transfert d'ici fin 2019 et aux SOEs des gouvernements locaux de transférer 10% des actions d'ici 2020. Actuellement, 67 SOEs ont déjà transféré 10% de leurs participations majoritaires vers les fonds de sécurité sociale pour un montant total de 860 Mds RMB.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Ouverture financière : des précisions ont été apportées par la CSRC au calendrier de mise en œuvre

Le 11 octobre, la CSRC a annoncé que les plafonds limitant les participations étrangères au capital de sociétés de *futures*, de fonds d'investissement et de sociétés de valeurs mobilières seraient levés le 1^{er} janvier 2020, le 1^{er} avril 2020 et le 1^{er} décembre 2020 respectivement. Pour mémoire, lors du Forum Economique Mondial à Dalian le 2 juillet, le Premier Ministre Li Keqiang a annoncé une accélération du calendrier de l'ouverture financière en avançant la levée des plafonds de participation étrangère d'ici 2020 au lieu de 2021.

En 2018, la Chine avait déjà aboli les plafonds sur l'actionnariat étranger des banques chinoises, et relevé de 50% à 51% le seuil de participation étrangère dans des sociétés de *futures*, de fonds d'investissement et de sociétés de valeurs mobilières. Les autorités ont approuvé des demandes d'UBS, JP Morgan et Nomura d'établir des sociétés de valeurs mobilières détenues en majorité par la maison-mère. En outre, JP Morgan est aussi la première société étrangère à avoir pris le contrôle d'un fonds d'investissement basée en Chine - *China Mutual Fund* depuis août 2019.

En ce qui concerne les négociations sino-américaines qui ont eu lieu le 10 et 11 octobre, l'ouverture financière et les problématiques de change ont été abordées (voir brève dans la rubrique échanges et politique commerciale).

Marché boursier : l'ancien Président de la CSRC, LIU Shiyu a été démis de ses fonctions actuelles mais restera membre du Parti communiste de manière probatoire pendant deux ans, à l'issue d'une enquête de cinq mois pour corruption

LIU Shiyu, l'ancien président du régulateur des valeurs mobilières (CSRC), a été démis de ses fonctions actuelles, à l'issue d'une enquête de cinq mois pour corruption (délits d'initié et introduction en bourse facilitée pour certaines entreprises de sa province natale), selon la déclaration publiée par *Central Commission for Discipline Inspection (CCDI)* et *National Supervisory Commission*. Contrairement à la plupart des fonctionnaires sanctionnés qui ont souvent été démis de leurs fonctions et du parti en même temps, LIU Shiyu restera membre du Parti communiste à titre probatoire pendant deux ans, mesure de clémence accordée en regard de sa coopération pendant l'enquête. Le rang administratif de LIU Shiyu sera réduit au niveau de la division, un rang relativement junior.

Pour mémoire, diplômé de l'Université de Tsinghua, LIU Shiyu avait été Président de *Agricultural Bank of China* entre 2014 et 2016, avant de prendre les fonctions de président de la CSRC entre 2016 et 2019. LIU Shiyu avait été nommé à la tête de *All-China Federation of Supply and Marketing Cooperatives* (officiellement de même rang administratif que la CSRC), en charge de la gestion de l'approvisionnement et de la commercialisation des principaux produits agricoles du pays, en janvier 2019, et il s'est dénoncé pour des faits de « corruption » durant sa présidence à la CSRC en mai 2019.

SSE STAR Market: La Bourse de Shanghai a autorisé la première cotation en bourse d'une société en structure à deux classes d'actions - UCloud Technology sur le SSE STAR Market ; MSCI intégrera les actions de SSE STAR Market à partir de novembre

La Bourse de Shanghai vient d'agréer la première cotation en bourse d'une société en structure à deux classes d'actions (*dual-class share structure*), *UCloud Technology Co., Ltd*, fournisseur de services de *cloud computing* à Shanghai, six mois après que l'entreprise a soumis sa demande. *UCloud* doit encore passer par la procédure d'enregistrement auprès du régulateur des valeurs mobilières (CSRC) avant de pouvoir être coté sur le SSE STAR Market, la seule plateforme autorisant la cotation des sociétés en structure à deux classes d'actions en Chine. De nombreux géants technologiques chinois comme *Alibaba*, *Tencent* et *JD* utilisent la structure à deux classes d'actions pour permettre à leurs fondateurs de conserver le contrôle de leurs entreprises, après l'introduction en bourse. Autoriser la cotation des sociétés en structure à deux classes d'actions permettrait à Shanghai de concurrencer les principaux marchés boursiers mondiaux, tels que Hong Kong et New York où la plupart des géants technologiques chinois ont choisi de se coter actuellement.

Les trois cofondateurs d'*UCloud* - Li Xinhua, Mo Xianfeng et Hua Kun - détiennent au total près de 27% des actions d'*UCloud* mais 65% des droits de vote car ils détiennent des actions de catégorie A. Le chiffre d'affaires d'*UCloud* a augmenté de 41 % en glissement annuel à 1,19Md RMB à fin 2018. Il a atteint le seuil de rentabilité en 2017 et a réalisé un bénéfice net de 77M RMB en 2018. Mais le bénéfice net du premier semestre de 2019 a chuté de 84% en glissement annuel à 7,78M RMB, en liaison avec la baisse des prix, la hausse des coûts et le ralentissement de la croissance du secteur. Il a également publié un avertissement (*profit warning*) en indiquant que le recul se poursuivrait pour le reste de cette année et jusqu'en 2020.

En outre, le MSCI, l'un des plus grands fournisseurs d'indices, a annoncé le 10 octobre l'intégration des actions de SSE STAR Market dans son indice *MSCI Global Investable Market Indexes (GIMI)*, processus qui débutera lors de la troisième étape visant à porter le facteur d'inclusion de 15% à 20% en novembre 2019. Pour le moment, 33 sociétés sont déjà cotées sur le SSE STAR Market et 121 entreprises sont encore sur la liste d'attente.

Fintech : PayPal est devenu la première société étrangère à obtenir une licence de paiement numérique en Chine

Le géant américain des paiements *PayPal Holdings* est devenu la première société étrangère à obtenir une licence de paiement numérique en Chine en acquérant une participation majoritaire de 70% dans un fournisseur de paiement chinois, *Gopay Information Technology Co.* En 2015, *PayPal* avait déjà installé son unité à Shanghai mais sans licence de paiement, elle assurait principalement la maintenance des systèmes de gestion d'entreprise et l'analyse des données commerciales. Avec l'acquisition de *Gopay*, *PayPal* a obtenu des licences pour des services de paiement en ligne, mobiles et transfrontaliers en yuan. *PayPal* n'est pas le seul acteur étranger à vouloir investir le marché de paiements chinois en croissance rapide, qui est aujourd'hui dominé par *Alipay* et *Wechatpay*. Le fournisseur international de services de paiement basé à Londres, *WorldFirst*, a demandé en 2018 une licence de paiement en Chine avant d'être acquis par *Ant Financial Services Group*, une filiale du groupe *Alibaba*, en février 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Guerre commerciale : avancées dans les négociations - report par l'administration américaine de l'escalade tarifaire prévue le 15 octobre en échanges d'importants achats agricoles chinois

Les négociateurs chinois et américains se sont réunis à Washington, les 10 et 11 octobre, pour la 13^e session de discussions depuis le déclenchement de la guerre commerciale. A l'issue de cette séance, le Président américain Donald Trump a annoncé, en présence du négociateur en chef chinois, le vice-Premier ministre Liu He, que les deux équipes de négociations étaient « parvenues à la phase 1 d'un accord substantiel [...] sous réserve qu'il soit rédigé par écrit ». De ce fait, les États-Unis ne procéderont pas, comme cela était initialement prévu, au relèvement de 25 % à 30 % des tarifs sur 250 Mds USD de biens chinois le 15 octobre. Le représentant américain au Commerce (USTR), Robert Lighthizer, a précisé que l'imposition de tarifs supplémentaires sur environ 160 Mds USD de biens chinois, prévue pour le 15 décembre et visant principalement des biens de consommation ([voir brèves de la semaine du 26 août 2019](#)), restait, quant à elle, sur la table (« *the second one is subject to the President making a final decision* »). Selon M. Trump, la rédaction de la phase 1 de l'accord prendra « trois, quatre ou cinq semaines » et pourrait être officiellement signée par son homologue chinois et lui-même à l'occasion du Sommet de l'APEC des 16 et 17 novembre à Santiago du Chili. Le Président américain a précisé que la phase 1 de l'accord contiendrait des engagements en matière de propriété intellectuelle, de services financiers, d'agriculture, de devise et de transferts de technologie, ainsi que des dispositions permettant d'assurer la mise en œuvre (*enforcement*) de l'accord. Par ailleurs, l'accord « ne traite pas spécifiquement de Huawei », selon l'USTR. Sur le plan agricole, la partie américaine évoque des engagements chinois d'achats de biens agricoles et agroalimentaires de 40 à 50 Mds USD par an, à compter de la deuxième année d'entrée en vigueur du texte, ainsi qu'un accord sur le volet sanitaire et phytosanitaire, et sur les biotechnologies, afin de « rendre plus faciles les exportations des agriculteurs américains vers la Chine ». Sur le plan financier, le Secrétaire au Trésor Steven Mnuchin a annoncé un « accord presque complet » concernant l'ouverture du marché chinois aux entreprises américaines spécialisées dans les services financiers (banques, sociétés de cartes de crédit), ainsi qu'un accord sur la transparence du marché des changes. Donald Trump a enfin évoqué de « très bons progrès » sur la question des transferts forcés de technologie, même si une partie de ces problématiques sera traitée au cours de la « phase 2 » des négociations (celle-ci débutera dès lors que la « phase 1 » aura été conclue, a précisé le Président américain). Sur son compte *Twitter*, Donald Trump déclare en outre que l'accord à venir contient des engagements d'achats d'avions Boeing à hauteur de 16 à 20 Mds USD, sans préciser s'il s'agit d'un montant annuel ou non. Les autorités chinoises se sont révélées beaucoup moins disertes sur l'avancée des négociations et le terme « accord » n'apparaît pas dans la communication officielle chinoise. Depuis la Maison Blanche, Liu He a salué « des progrès substantiels dans de nombreux domaines », que l'agence officielle *Xinhua* a listés : agriculture, propriété intellectuelle, taux de change, services financiers, « l'expansion des relations commerciales », transferts de technologie, et règlement des différends. Dans un éditorial en date du 12 octobre, le *Quotidien du Peuple* souligne le caractère « cahoteux » des discussions commerciales et réaffirme qu'il « est impossible de résoudre les problèmes en exerçant une pression sur la partie chinoise ».

[Lire la retranscription de la conférence de presse entre Donald Trump et Liu He à la Maison Blanche](#)

[Lire la lettre de Xi Jinping à Donald Trump](#)

[Lire la dépêche de l'agence Xinhua](#)

Guerre commerciale : inscription de 28 entreprises et organisations gouvernementales chinoises sur la « liste des entités » américaine

Le *Bureau of Industry and Security* du département du Commerce américain (DoC) a annoncé, le 7 octobre, l'inclusion de 28 entreprises et organisations gouvernementales chinoises sur la « liste des entités » américaine (*Entity List*), au titre de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme visant les minorités ouïgoures dans la province autonome du Xinjiang. Selon le secrétaire américain au Commerce, Wilbur Ross, cette action « permettra de garantir que [les] technologies [américaines], développées dans un environnement de liberté individuelle et de libre-entreprise, ne seront pas utilisées pour réprimer des minorités sans défense ». Sont notamment inscrits sur la « liste des entités » le bureau de la sécurité publique de la province du Xinjiang (ainsi que 19 sous-entités locales), les entreprises Hikvision et Dahua Technology (deux groupes qui contrôlèrent à eux deux un tiers du marché mondial de la vidéosurveillance), Sensetime, Megvii Technology et Yitu Technologies (reconnaissance faciale), ou encore iFlytek (reconnaissance vocale). Pour rappel, initialement cantonnée aux entités potentiellement impliquées dans la fabrication d'armes de destructions massives, l'*Entity List* a vu son champ s'élargir progressivement pour couvrir les entités impliquées dans « des activités contraires aux intérêts de sécurité nationale ou de politique étrangère des États-Unis ». Les entreprises américaines ont désormais interdiction d'exporter à ces 28 entités, sauf octroi d'une licence du DoC les y autorisant. Plusieurs grandes entreprises chinoises ont déjà été inscrites sur la « liste des entités » américaine au cours des derniers mois dont, Jinhua (semi-conducteurs, octobre 2018), Huawei (mai 2019 – [voir brèves de la semaine du 13 mai 2019](#)), Sugon (superordinateurs, juin 2019) ou CGN (nucléaire, août 2019). Réagissant à la décision américaine, le ministère chinois des Affaires étrangères a fustigé une « interférence étrangère » dans ses affaires intérieures et a défendu la politique conduite par les autorités dans le Xinjiang, qualifiée de « contribution de la Chine au reste du monde en matière de contre-terrorisme ». Le ministère chinois du Commerce a, pour sa part, appelé les États-Unis à « retirer les entités chinoises » visées de la liste et a indiqué que la Chine prendrait « les mesures nécessaires pour protéger ses intérêts de manière résolue ». L'entreprise Hikvision s'est employée à rassurer sur sa « capacité à fournir à ses consommateurs, de manière continue et régulière, des produits et des services de qualité » et a affirmé que la décision du DoC « serait également dommageable pour les entreprises américaines ». Le 8 octobre, le département d'État américain a annoncé des mesures de restriction à la délivrance de visas ciblant plusieurs membres du gouvernement et du Parti impliqués dans la politique conduite au Xinjiang – des mesures qualifiées par le secrétaire d'État Mike Pompeo comme « complémentaires » à celles du DoC.

[Lire l'annonce du département américain du Commerce](#)

[Lire la réaction du ministère chinois des Affaires étrangères](#)

[Lire l'annonce du département d'État](#)

Guerre commerciale : nouvelle étude de la Chambre de commerce de l'UE en Chine sur l'impact de la guerre commerciale sur les entreprises européennes

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine (EUCCC) a publié, le 10 octobre, une étude portant sur l'impact de la guerre commerciale sino-américaine sur les activités des entreprises européennes en Chine. 174 entreprises (parmi les 1 600 membres de l'EUCCC) ont été interrogées en septembre 2019. Il ressort de l'enquête que les deux tiers des entreprises interrogées ont vu leur chaîne d'approvisionnement être déstabilisée par la guerre commerciale (même s'il ne s'agit d'une déstabilisation « significative » que pour 10 % d'entre elles). En particulier, 24 % des entreprises disent importer des produits soumis à des tarifs chinois depuis les États-Unis ; cela s'est traduit par une augmentation du prix des produits importés pour les trois quarts d'entre elles (pour le quart restant,



leurs fournisseurs ont maintenu un prix de vente stable). 44 % des entreprises européennes confrontées à une augmentation du prix des importations américaines ont décidé de changer de fournisseurs. Par ailleurs, 35 % des entreprises européennes interrogées déclarent exporter vers les États-Unis depuis la Chine et être touchées par les tarifs américains : près des deux tiers d'entre elles affirment avoir conservé leurs prix à un niveau stable, et 16% ont décidé de diminuer les prix. Au total, 8 % des entreprises disent avoir déplacé ou être en train de déplacer leurs activités de production hors de Chine, et 3 % hors des États-Unis : le Mexique est mentionné par la Chambre, sur la base de cas individuels, comme une destination récurrente de relocalisation. 15% des entreprises européennes ont choisi, dans un contexte d'incertitude, de repousser leurs décisions d'investissement ou d'expansion en Chine.

[Lire le rapport de la Chambre de commerce de l'Union européenne](#)

Défense commerciale : l'UE impose des droits anti-dumping provisoires sur les importations de roues en acier originaires de Chine

Le 9 octobre 2019, la Commission européenne a imposé des droits anti-dumping provisoires sur les importations de roues en acier originaires de la Chine, d'un niveau variant entre 50,3 % et 66,4 %, pour une période initiale de 6 mois, dans l'attente des résultats définitifs de l'enquête. L'enquête a été lancée le 15 février ([voir brèves de la semaine du 18 février 2019](#)) suite à une plainte déposée par l'Association des fabricants européens de roues le 3 janvier 2019.

[Lire l'annonce d'imposition de droits anti-dumping provisoires](#)

Défense commerciale : l'UE lance une enquête antisubventions visant les importations de certains produits en aciers inoxydables originaires de Chine et d'Indonésie

La Commission européenne a lancé, le 9 octobre 2019, une enquête antisubventions visant les importations de certains produits laminés à chaud plats en aciers inoxydables originaires de Chine et d'Indonésie, suite à une plainte déposée le 26 août 2019 par l'Association européenne de la sidérurgie. L'enquête sera menée à terme dans un délai maximal de 13 mois.

[Lire l'annonce de lancement de l'enquête antisubventions](#)

Commerce bilatéral : dynamisme des exportations françaises de biens vers la Chine sur les huit premiers mois de l'année

Les douanes françaises ont publié, le 8 octobre, les chiffres du commerce extérieur français pour le mois d'août. Sur les huit premiers mois de l'année, les exportations françaises vers la Chine augmentent de 11 % à 13,4 Mds EUR. Ce dynamisme est principalement imputable aux exportations du secteur aéronautique (35 % des exportations totales sur la période) qui progressent de 23 % à 4,7 Mds EUR. Le secteur agricole et agroalimentaire connaît de bonnes performances (+8 % à 1,7 Md EUR), tiré par les exportations de produits laitiers et de viandes de boucherie, malgré le recul des exportations de vins (-14 % à 347 M EUR). Les exportations de produits pharmaceutiques progressent de 26 % (925 M EUR) et les exportations de cosmétiques bondissent de 53 % (787 M EUR). Les importations françaises de produits chinois croissent à un rythme bien plus modéré (-3 % à 33,4 Mds EUR) : elles reculent sur les deux principaux postes individuels d'importation, les téléphones (-5 % à 3,3 Mds EUR) et les ordinateurs (-14 % à 3 Mds EUR). Les importations françaises de produits du secteur du textile et de l'habillement stagnent (6,5 Mds EUR). Le déficit commercial français se

réduit légèrement (-1 %) mais atteint 20 Mds EUR sur les huit premiers mois. Il représente, sur la période, 41 % du déficit global de la France (49 Mds EUR).

Janvier-Août 2019	Montant (Mds EUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	48,8	+5 %
Exportations françaises	13,4	+11 %
<i>Matériel de transport</i>	<i>4,9</i>	<i>+17 %</i>
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	<i>1,7</i>	<i>+8 %</i>
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	<i>1,6</i>	<i>+16 %</i>
Importations françaises	33,4	+3 %
<i>Informatique, électronique</i>	<i>8,4</i>	<i>-7 %</i>
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	<i>6,5</i>	<i>Stable</i>
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	<i>4,2</i>	<i>+13 %</i>
Balance commerciale	-20	-1 % <i>(diminution du déficit de 300 MEUR)</i>

Retour au sommaire ([ici](#))



CLIMAT DES AFFAIRES

Environnement des affaires : le Conseil des Affaires d'Etat approuve les mesures destinées à améliorer le climat des affaires

Le 8 octobre 2019, lors de la réunion régulière présidée par le Premier ministre Li Keqiang, le Conseil des Affaires d'Etat a approuvé une série de mesures destinées à améliorer le climat des affaires en Chine. D'une part, ce document vise à simplifier certaines procédures administratives pour la conduite des affaires : les gouvernements locaux seront par exemple tenus de publier un calendrier pour l'octroi de licences et de certifications, l'ouverture de comptes bancaires, l'installation de l'électricité, et les autres démarches nécessaires à l'implantation d'une nouvelle entreprise ; en cas de dépassement du délai prévu, les gouvernements locaux devront rendre publique une explication. D'autre part, ces nouvelles mesures réglementent les comportements des agents gouvernementaux, en prévoyant des sanctions en cas d'infractions, comme l'imposition des surcharges sur les entreprises. Selon le Premier ministre Li Keqiang, ce document est une mesure importante pour éviter une potentielle récession de l'économie et attirer plus d'investissements étrangers. Pour rappel, le premier projet de ces mesures destinées à améliorer le climat des affaires, divisé en 7 parties et 68 dispositions, a été publié en mi-juillet par la Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC) pour commentaires publics. Une version définitive du document doit être publiée dans les prochains jours.

[Lire le communiqué du Conseil des Affaires d'Etat](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Sport et économie numérique : le gouvernement chinois cherche à imposer sa lecture de l'actualité politique aux entreprises privées américaines

Plusieurs entreprises américaines ont dû prendre position cette semaine dans le contexte des manifestations pro-démocratie à Hong Kong, notamment dans les domaines du sport et du numérique. Lundi 7 octobre, le président de la National Basketball Association (NBA), Adam Silver, a choisi de ne pas condamner le tweet de soutien de Daryl Morey, président des Houston Rockets, aux manifestants hongkongais, invoquant « la liberté d'expression ». En réaction, l'ensemble des partenaires chinois de la NBA, parmi lesquels plusieurs sponsors (Ctrip, Anta Sports, Vivo, Master Kong, Luckin Coffee etc.) mais aussi les diffuseurs CCTV et Tencent, ont annoncé l'arrêt de leur collaboration avec la ligue américaine. Ces décisions auront indéniablement un impact économique majeur : la Chine, où le basketball est très populaire (les play-offs de la saison 2018-2019 ont été suivis en *streaming* par 490 millions d'internautes sur les plateformes du groupe Tencent), représente en effet 10% du chiffre d'affaires de la ligue américaine.

Dans le domaine de l'e-sport, le développeur américain Blizzard Entertainment a opté pour une approche opposée en décidant de suspendre pendant 12 mois Ng Wai Chung, un joueur professionnel du jeu Hearthstone pour ses actions de soutien aux manifestants de Hong Kong (le joueur lui-même est un citoyen hongkongais), le privant également de ses gains. L'entreprise, qui revendique pourtant son soutien à la liberté d'expression, a justifié sa décision en invoquant le règlement de ses compétitions qui interdit aux participants de prendre part à des actions qui « pourraient offenser une partie du public ». Blizzard Entertainment, *via* sa société-mère Activision, compte parmi ses investisseurs (5%) le géant du numérique chinois Tencent. En 2018, la Chine représentait 28% du chiffre d'affaire mondial de l'industrie des jeux vidéo.

Enfin, cette problématique touche également les géants technologiques américains (GAFA). Ainsi, Apple a retiré cette semaine l'application HKmap.live de son Apple Store. Celle-ci permettait aux manifestants de suivre en temps réel les positions des forces de police, ce qu'Apple a interprété comme pouvant aider ses utilisateurs à échapper aux forces de l'ordre, une utilisation contraire aux conditions de l'entreprise. Comme noté par le [South China Morning Post](#), qui recense six cas historiques où Apple a cédé sous la pression politique des autorités chinoises, le groupe américain autorise pourtant l'application Waze, qui permet de signaler des contrôles routiers. Cette semaine, Apple a en outre supprimé le drapeau de la République de Chine (Taïwan) des émojis disponibles sur les smartphones vendus dans certaines circonscriptions. De même, Alphabet, dont le moteur de recherche Google est interdit en Chine continentale mais autorisé à Hong Kong, a supprimé l'application "The Revolution of Our Times" du Google Play Store. S'agissant d'une simulation dans lequel l'utilisateur incarne un manifestant lors des manifestations actuelles, le groupe américain a estimé que celle-ci violait ses conditions interdisant de « capitaliser sur des événements sensibles ».

Télécommunications : l'Europe au centre des réflexions stratégiques en cours quant au rôle à accorder à Huawei dans le déploiement de la 5G

Le 9 octobre 2019, l'Union Européenne a publié un rapport identifiant les principaux risques associés au déploiement des réseaux 5G en Europe, faisant référence sans le mentionner explicitement au groupe chinois Huawei.

Par rapport aux générations précédentes, les infrastructures 5G ont pour particularités d'avoir une architecture plus décentralisée, ce qui rend la périphérie du réseau relativement plus stratégique qu'auparavant, et d'avoir une composante *software* plus importante, créant ainsi de nouvelles vulnérabilités en termes de sécurité des réseaux. Parmi les principales menaces identifiées, la possibilité qu'un fournisseur étranger, agissant pour le compte d'une puissance hostile, mène une cyberattaque contre les intérêts stratégiques des Etats membres est explicitement évoquée. Ainsi, le rapport note que « plusieurs Etats membres ont identifié que certains pays non-membres représentent une menace cyber pour leurs intérêts nationaux » et que « les menaces émanant d'acteurs étatiques ou soutenu par des Etats sont perçues comme les plus pertinentes ». Certains observateurs externes estiment que ces paragraphes font référence à la Chine, et donc indirectement à Huawei. La présence de possibles *backdoors* implantées « malicieusement » dans les équipements afin de capter des données est également mentionnée, ce qui est l'une des principales suspicions américaines à l'encontre du groupe chinois. Ces soupçons sont également alimentés par le fait que l'actionnariat du groupe de Shenzhen demeure inconnu - le groupe affirme être contrôlé par ses employés - et que la loi de cybersécurité chinoise impose aux entreprises nationales de collaborer avec les services de renseignements du pays.

Ce rapport se base sur les contributions des 28 Etats membres, conformément aux recommandations de la Commission Européenne adoptées en mars 2019. D'ici le 31 décembre 2019, ce document prévoit que le groupe de coordination européen ([NIS Cooperation Group](#)) propose une série de mesures visant à réduire les risques ainsi identifiés. Les Etats membres auront alors jusqu'au 1^{er} octobre 2020 pour décider individuellement de la suite à donner à ces recommandations.

Le déploiement de la 5G fait l'objet d'une compétition mondiale entre quatre acteurs principaux : les groupes chinois Huawei (qui aurait d'ores et déjà entrepris des [recherches](#) sur la technologie 6G) et ZTE, et les européens Ericsson et Nokia. Les Etats-Unis, qui ont placé Huawei sur l'*entity list* des organisations jugées non-fiables, ne disposent en revanche d'aucune entreprise compétitive sur ce créneau. Selon le [Financial Times](#), dans le but de contrer l'expansion internationale du groupe chinois, le gouvernement américain envisagerait de subventionner Nokia et Ericsson afin de leur permettre d'être compétitive face à Huawei et ZTE, qui s'appuient sur le soutien des banques publiques chinoises pour offrir à ses clients des solutions de financement à longue échéance, leur permettant d'acquérir ses équipements. Une partie de l'administration américaine soutiendrait cependant une autre approche consistant à encourager l'émergence d'acteurs nationaux sur ce segment, comme par exemple Oracle ou Cisco.

[Lire le rapport de l'UE sur l'évaluation coordonnée des risques de cybersécurité des réseaux 5G](#)

Politiques publiques : le ministre du MIIT, Miao Wei, définit les contours d'un « modèle chinois » pour le monde en termes d' « industrialisation accélérée »

Dans un [article](#) publié le 8 octobre dans le *Quotidien du peuple* et intitulé « L'expérience précieuse et les réalisations brillantes de la Chine en matière d'industrie et d'informatisation », le ministre de l'industrie et des technologies de l'information, Miao Wei, revient sur les progrès réalisés par le pays dans ces domaines depuis 1949. Après avoir rappelé que la Chine a dépassé en 2010 les États-Unis comme première puissance manufacturière au monde (24,5% de la production industrielle mondiale en 2016), Miao Wei rappelle les contributions théoriques des dirigeants chinois aux progrès du pays dans ce domaine. À cette occasion, il évoque notamment les priorités du pays dans ce domaine depuis le XVIII^{ème} Congrès du Parti et l'avènement de Xi Jinping (2012) : le maintien d'un outil productif fort,



dont le développement est à même de soutenir celui de l'économie numérique ; la sécurité du cyberspace ; la définition des stratégies industrielles avec une perspective mondiale.

Surtout, le Ministre affirme que l' « expérience précieuse » de la Chine en matière d'industrialisation accélérée peut constituer la base d'un « modèle chinois » susceptible de contribuer à « la société humaine » dans son ensemble. Sous la plume du Ministre, ce modèle chinois se caractérise par les traits suivants :

- La réforme ; i.e. une bonne gestion de la relation entre l'Etat et le marché. Le Ministre affirme notamment que « la pratique démontre que le développement rapide des territoires est indissociable du guidage efficace du gouvernement » ;
- L'ouverture ; i.e. l'intégration dans les chaînes de production mondiales. Le Ministre appelle notamment la Chine à « participer activement à la gouvernance économique mondiale », à poursuivre les politiques « d'attraction du capital, des technologies, du savoir », et à « approfondir la coopération dans les secteurs de la production avancée et des télécommunications » ;
- L'innovation ; i.e. l'optimisation de la structure industrielle. Le Ministre estime que la Chine se situe encore à un niveau intermédiaire dans les chaînes de valeur mondiales et que la question de la dépendance à l'étranger en matière de technologies critiques n'a pas encore été résolue ;
- Le « développement intégré » ; i.e. le développement croisé de l'industrie productive et de l'industrie numérique. Soulignant la singularité du modèle de développement chinois (qui a mené son industrialisation, son urbanisation, la modernisation de son agriculture et sa numérisation non pas de manière séquentielle mais de front), le Ministre, citant Xi Jinping à plusieurs reprises, y voit une occasion historique de rattraper « les 200 années perdues » en vue de combler le retard de développement qui subsiste par rapport à l' « Ouest » ;
- Le rôle central dévolu au « peuple » ; i.e. le développement du marché intérieur.

À cette date, Miao Wei est le seul ministre à avoir signé un tel article, au lendemain des fastes célébrations du 70^{ème} anniversaire de la République populaire de Chine (1^{er} octobre 2019). Cet effort de théorisation du modèle industriel chinois intervient alors même que la politique industrielle chinoise (et notamment le plan « Made in China 2025 ») fait l'objet de vives critiques de la part de l'administration américaine dans le contexte de la « guerre commerciale » que se livrent les deux États.

Economie numérique : le sénateur américain, Marco Rubio, demande une enquête fédérale contre les pratiques de TikTok, filiale du groupe ByteDance

Le 9 octobre 2019, le sénateur Républicain de Floride, Marco Rubio, a appelé le Département du Trésor américain à enquêter sur ByteDance, qu'il accuse de censurer certains contenus sur sa plateforme de vidéos courtes TikTok, connue en Chine sous le nom de Douyin. Le modèle de cette plateforme repose sur la diffusion de vidéos « virales » auprès d'utilisateurs souvent jeunes et très actifs. M. Rubio a mis en avant des enjeux de « sécurité nationale », accusant ByteDance de « censurer » une partie de ses contenus, limitant ainsi la liberté d'expression sur la plateforme. Cette enquête devrait notamment porter sur l'acquisition de Musical.ly, entreprise de vidéos musicales basée aux Etats-Unis et en Chine, réalisée par ByteDance en novembre 2017.



Marco Rubio s'appuie notamment sur un article du [Guardian](#) datant de septembre, indiquant que TikTok donnerait pour instructions à ses modérateurs de censurer tout contenu mentionnant les événements de Tiananmen, l'indépendance tibétaine ou la secte Falun Gong. D'après les documents cités, le contenu censuré serait divisé en deux catégories : une partie serait purement et simplement supprimée de la plateforme tandis que les contenus relativement moins sensibles verraient leur audience réduite via l'utilisation d'algorithmes. ByteDance a réagi en déclarant que cette version de son règlement était obsolète depuis mai 2019, mettant en avant des approches différenciées selon les pays. L'entreprise a également déclaré se conformer aux réglementations en vigueur aux Etats-Unis et héberger ses données localement.

Fondé par Zhang Yiming en 2012, ByteDance était valorisée à 78 Mds USD en 2018, ce qui en fait la licorne la mieux valorisée dans le monde. Le groupe dans son ensemble revendiquait 1,5 Md d'utilisateurs mensuels et 700 millions d'utilisateurs quotidiens en juillet 2019. Outre Douyin (TikTok), ByteDance, possède aussi des plateformes de suivi de l'actualité (Jinri Toutiao, NewsRepublic, Babe), et cherche à diversifier son offre de services internet (éducation, streaming, jeux vidéo etc.) et à se développer dans le *hardware*, comme l'illustre son partenariat avec le fabricant de smartphones Smartisan en janvier 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable : participation de la Chine à la 20^{ème} Conférence mondiale sur la taxation environnementale

La 20^{ème} Conférence mondiale sur la taxation environnementale (en anglais GCET) a eu lieu à Limassol, Chypre, du 25 au 28 septembre 2019. Les participants y ont échangé sur les politiques économiques favorisant un développement sobre en carbone, entre autres les taxes et marchés du carbone.

M. GE Caizhong, Chercheur à l'Académie chinoise de la planification environnementale du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE), a fait une intervention sur les impacts sur les émissions de CO₂ de la taxe chinoise pour la protection environnementale. La loi chinoise de taxation environnementale en vigueur depuis janvier 2018 concerne les rejets de polluants dans l'air, dans l'eau et dans les sols ainsi que les nuisances sonores mais pas les émissions de CO₂. Cependant elle présente des impacts indirects sur les émissions de gaz carbonique. D'un côté, pour de nombreuses activités, la réduction des polluants atmosphériques va de pair avec la diminution des émissions de CO₂ mais d'un autre côté, le lutte contre la pollution atmosphérique induit le plus souvent un accroissement de consommation d'énergie - énergie fortement carbonée en Chine. Ainsi, M. GE Caizhong a conclu sa présentation en soulignant l'importance de la mise en œuvre concrète du marché chinois du carbone en cours d'établissement depuis décembre 2017 pour décarboner l'économie chinoise.

Energie : création de deux nouvelles structures de coopération dans le cadre du GEIDCO

Le *Global Energy Interconnection Development Cooperation Organization* (GEIDCO), organisation chinoise de promotion d'une interconnexion électrique mondiale, a organisé un séminaire à Pékin le 26 septembre.

Devant une assemblée de plus de 200 participants chinois et étrangers, publics et privés, le GEIDCO a annoncé deux nouvelles initiatives pour asseoir son concept de « réseau énergétique mondial » : « l'Alliance des financiers » et « l'Alliance des équipementiers » (respectivement *Global Energy Internet Finance Alliance* et *Global Energy Internet Equipment Alliance*). L'Alliance des financiers, réunissant une vingtaine de participants coordonnés par la banque *China Minsheng*, est chargée de promouvoir des modèles, mécanismes et politiques en lien avec l'initiative GEIDCO. L'Alliance des équipementiers (env. 70 participants coordonnés par l'entreprise chinoise TBEA) se concentre sur l'analyse des meilleures pratiques et sur une réflexion prospective notamment sur les interconnexions à ultra haute tension (UHV), les *smart grids* et les énergies propres.

Pour mémoire, l'action du GEIDCO s'inscrit dans l'Initiative des Nouvelles routes de la soie (*Belt and Road Initiative* - BRI). Il propose de contribuer à la mise en œuvre de l'Accord de Paris et des objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD) par le développement des *smart grids*, d'interconnexions UHV et des énergies propres, pour créer un réseau énergétique mondial, projet qu'il évalue à *grosso modo* 40 000 Mds USD. A cette date, l'organisation annonce compter plus de 700 membres issus de 96 pays différents et avoir signé 35 accords de coopération.

[Voir le communiqué en chinois](#)



Energie : baisse des investissements dans les infrastructures de réseaux d'électricité en Chine en 2019

Selon le *China Electricity Council*, l'investissement dans les projets d'infrastructures de réseau aurait baissé d'env. 15% en glissement annuel (g.a.) pendant les 8 premiers mois de 2019 pour atteindre env. 238 Mds de CNY (env. 30 Mds EUR). De son côté, l'investissement dans les projets d'infrastructures de production d'électricité aurait augmenté de 18% sur la même période grâce notamment aux nouveaux investissements dans l'éolien (+84% en g.a., soit 6 Mds EUR). Globalement, l'investissement dans l'ensemble des projets d'infrastructure (production et réseau) aurait baissé d'env. 4,7% en g.a. pour atteindre env. 50 Mds EUR.

Pour mémoire selon l'hebdomadaire chinois *Caixin*, l'Administration nationale de l'énergie (NEA) avait annoncé en septembre 2018 souhaiter accueillir des investisseurs extérieurs dans le secteur du réseau électrique pour financer 12 nouveaux projets de lignes de transmission UHV, estimés au total à 180 - 200 Mds CNY (env. 23 à 26 Mds EUR).

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Rating : S&P maintient la notation souveraine de Hong Kong à AA+ avec perspective stable.

S&P a maintenu mardi 8 octobre la notation souveraine de Hong Kong à AA+ avec perspective stable. L'agence de notation note la solidité des fondamentaux économiques et financiers de la RAS, soulignant néanmoins que les troubles politiques et sociaux accentuent le ralentissement économique déjà en cours. S&P prévoit une croissance économique de 0,2% en 2019 et 1,6% en 2020, l'investissement des entreprises étant freiné par les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, tandis que le tourisme, les ventes au détail et la consommation sont impactés par les manifestations. S&P s'attend à une intervention économique accrue de la part du gouvernement hongkongais à travers une augmentation de la dépense publique, consacrée à des mesures de relance d'une part, et pour répondre aux revendications sociales d'autre part. L'agence souligne que la conservation de la notation est conditionnée au maintien des « paramètres de crédit » de la RAS et de la structure institutionnelle, notamment le principe « un pays, deux systèmes ».

HKEX/LSE : l'opérateur de la bourse de Hong Kong, HKEX, renonce à faire une offre formelle pour racheter l'opérateur de la bourse de Londres, LSE.

Suite au refus de l'offre préliminaire et non sollicitée de rachat transmise le 11 septembre par HKEX au London Stock Exchange (LSE) pour 29,6 Mds £, HKEX avait jusqu'au 9 octobre pour confirmer son offre préliminaire de rachat. LSE avait rejeté le 13 septembre l'offre préliminaire d'HKEX en raison d'un différentiel stratégique, des difficultés réglementaires, des modalités de paiement (une partie importante en actions HKEX) ainsi que du prix proposé, jugé insuffisant. LSE entendait mener à bien l'acquisition du fournisseur de données financières Refinitiv pour 27 Mds USD dont l'abandon était requis par HKEX. Le 8 octobre, HKEX a renoncé à ce projet.

Commerce extérieur : les exportations françaises vers Hong Kong progressent de 12,7% au cours des huit premiers mois 2019

Les exportations françaises vers Hong Kong ont progressé de 19% au cours des sept premiers mois 2019 (à 3,6 Mds EUR), avec +63% pour l'aéronautique, +19% pour la maroquinerie, +25% pour les vêtements, accessoires et autres vêtements de dessus et +7,5% pour les parfums/cosmétiques.

Le rythme de progression au cours des huit premiers mois de l'année, s'il reste soutenu, ralentit à 12,7% à 4,1 Mds EUR. Hors aéronautique, les exportations progressent de 8,6% à 3,1 Mds EUR (contre une croissance de 10% au cours des 7 premiers mois).

Au cours de ces huit premiers mois 2019, sept postes se caractérisent par le dynamisme de leurs ventes : le secteur aéronautique (+27,1% à 1 Mds EUR), la maroquinerie (+16% à 713 M EUR), les vêtements, accessoires et autres vêtements de dessus (+22,8% à 284 M EUR) et les parfums/cosmétiques (+5,5% à 256 M EUR). Les ventes de chaussures progressent fortement, de 45% à 109 M EUR, ainsi que celles de créations artistiques (101,2 M EUR, +56,7%). Les articles d'horlogerie progressent de 8,4% à 67 M EUR. En revanche, 5 de nos premiers postes d'exportation enregistrent une chute en g.a. de leurs ventes par rapport à 2018 : le vin, 3ème poste d'exportation, est en baisse (-1,2% à 295 M EUR), ainsi que la joaillerie et bijouterie (-3,6% à 201 M EUR), les composants électroniques (-4,3% à 94 M EUR), les produits pharmaceutiques (-4,3% à 82 M EUR), et les spiritueux (-11,8% à 62 M EUR).



Insurtech : la Hong Kong Insurance Authority accorde la première licence générale virtuelle à un assureur non-vie

La Hong Kong Insurance Authority (HKIA) a accordé le 8 octobre 2019 la première licence générale virtuelle à un assureur non-vie opérant exclusivement par les canaux numériques, dans la cadre de la procédure accélérée Fast Track. Le premier assureur vie opérant uniquement de manière numérique sous Fast Track a été autorisé en décembre 2018. Cet assureur, la start-up Insurtech, Avo sera autorisée à commercialiser des assurances santé, voyage, ou automobile, sans l'intervention d'intermédiaires. Avo est détenu à 51% par Asia Insurance et à 49% par le fondateur et dirigeant de la société d'investissement Hillhouse Capital.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Hannah Fatton, Zilan Huang, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Moisson, Pierre Martin, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Maxime Sabourin

Revu par : David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet